



Événement parallèle sur les financements innovants, organisé par le Groupe pilote et les Nations-Unies en marge de la Quatrième conférence sur les Pays les Moins Avancés - Compte rendu et perspectives. Istanbul, 9 mai 2011.

Le 9 mai 2011 s'est tenu à Istanbul, en marge de la quatrième conférence sur les Pays les Moins Avancés, un événement parallèle de haut niveau, intitulé : « Financements innovants : au service des objectifs de développement des PMA ». Organisé conjointement par le Groupe pilote pour les financements innovants et les Nations Unies, cet événement parallèle avait été proposé le 21 septembre 2010 à New York puis lors de la Huitième session plénière, sous présidence japonaise, à Tokyo en décembre 2010.

Sous la présidence du Mali, cet événement a rassemblé plus de 200 personnes et a vu se succéder à la tribune un grand nombre de personnalités politiques, issus des pays membres (Allemagne, Bénin, Brésil, Mali, Sénégal, France, Espagne, Portugal, Norvège, Commission Européenne), ou des organisations internationales (Banque Mondiale, FAO, Union Africaine) et des partenaires privés (Fondation Gates) associés à ses travaux.

L'événement a été ouvert par Modibo Ibrahim Touré, Ministre des Postes et Télécommunications du Mali, Henri de Raincourt, Ministre français chargé de la Coopération, et Philippe Douste-Blazy, Conseiller Spécial en charge des Financements Innovants pour le développement, au nom des Nations Unies.

Lors de cette séquence initiale, **M. Touré** a rappelé la nécessité de renforcer le rôle des financements innovants, complément nécessaire à l'APD traditionnelle. Il a souligné que la « réalisation des objectifs de développement pour un monde de paix, de stabilité, de liberté et libéré l'extrême pauvreté » n'était envisageable qu'en s'appuyant sur cette source de financement.

M. de Raincourt a de son côté insisté sur la nécessité d'adapter les outils de financement du développement à la période actuelle (« nous ne pourrions faire face aux besoins du XXIème siècle avec les ressources d'hier »). Après avoir rappelé quelques chiffres clés (presque 6 milliards de dollars en 5 ans ont été collectés grâce aux mécanismes existants), il a insisté sur la faisabilité et l'intérêt d'une micro contribution sur les transactions financières.

En clôture de cette introduction, **M. Douste-Blazy** a lui aussi mis en avant la nécessité d'un changement d'échelle, à la fois en obtenant des fonds supplémentaires, mais aussi en dépensant mieux. A travers l'exemple d'UNITAID (« En 5 ans, deux milliards de dollars ont été levés malgré les moqueries initiales »), celui-ci a encouragé les pays à prendre des initiatives, en particulier sur la taxe sur les transactions financières.

Le premier panel intitulé « *Augmenter la quantité d'aide : des sources innovantes* » était placé sous la présidence de **Jean-Marie Ehouzou**, Ministre béninois des Affaires Etrangères, qui a interpellé l'auditoire en rappelant les limites intrinsèques de l'APD (« faut-il continuer à conjecturer sur les 0.7% comme depuis 40 ans ou réfléchir autrement ? ») tout en sollicitant un fort soutien et une prise en charge de l'Union Africaine. Il a également souligné l'effort à accomplir en termes de gouvernance pour gérer au mieux ces sources nouvelles de financements.



Premier intervenant du panel, **M. Andris Piebalgs**, Commissaire Européen pour le Développement, a rappelé la nécessité de mettre en place des financements innovants en complément de l'APD classique (« si nous voulons atteindre les objectifs de développement, il est clair qu'il faut mobiliser des fonds nouveaux. Les financements innovants ont donc un rôle crucial à ce niveau »). Celui-ci a ensuite présenté l'état des travaux engagés par l'UE qui examine actuellement la faisabilité immédiate d'un mécanisme de taxation des transactions financières.

M. Hans-Jürgen Beerfeltz, Secrétaire d'Etat Allemand du Ministère Fédéral pour la Coopération Economique et le Développement, a évoqué l'importance du secteur privé, et le potentiel du micro-crédit et de la coopération avec les investisseurs privés. (« l'Allemagne considère que la mobilisation de financements en provenance du secteur privé est une solution innovante et créative pour financer le développement »)

Madame Ingrid Fiskaa, Secrétaire d'Etat norvégienne en charge de l'Environnement et du Développement International, s'est inquiétée des flux financiers illicites qui appauvrissent les pays en développement et a rappelé la nécessité de lutter contre ces agissements. Auparavant, elle avait mis en avant l'utilité et la faisabilité d'une taxe sur les transactions financières (« selon un comité d'experts, une taxe mondiale de 0.005% sur les transactions financières pourrait générer 35 milliards de dollars par an »).

Le ministre Malien, président de séance, est intervenu pour souligner le potentiel des mécanismes mis en place dans les pays en développement eux-mêmes, prenant appui sur l'expérience malienne d'une taxe sur les billets d'avions ayant permis de lever près d'un million de dollars en deux ans.

Le deuxième panel structuré autour de l'« *amélioration de la qualité de l'aide : dépenses innovantes* » a vu **M. Axel van Trotsenburg**, Vice Président de la Banque Mondiale, préciser l'importance que revêtent les financements innovants pour la Banque. Il a tout particulièrement insisté sur l'intérêt de s'attacher à l'aspect « dépenses » de ces financements en mettant en avant l'expérience de son institution, et en prenant comme exemples l'IFFIM et Education for all. Il a également rappelé le défi auquel les différents partenaires sont confrontés : prouver que les financements innovants sont additionnels et n'auront pas un effet de substitution à terme sur les montants d'aide traditionnelle alloués à certains secteurs.

M. Jose María Fernández de Turiso, Directeur général de la Planification et de l'Evaluation des Politiques de Développement au Ministère espagnol des Affaires Etrangères et de la coopération, a ensuite mis en avant la volonté de l'Espagne, future présidente du Groupe Pilote, de mettre en place une taxe sur les transactions financières. Il a également souligné que les financements innovants devaient aller de pair avec les travaux sur l'efficacité de l'aide (« ces deux processus sont essentiels pour tous les acteurs qui souhaitent mettre en place un développement inclusif et humain »).

Ce panel a été raccourci en raison de l'impossibilité, annoncée à la dernière minute, pour deux panelistes de prendre la parole : M. Desalegn, vice Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères éthiopien et M. Thomas Debass du Département d'Etat américain. Il s'est conclu sur la nécessité de prolonger le travail d'analyse et d'expertise, en particulier d'ici à la prochaine session du Groupe pilote à Bamako.



Le troisième panel consacré aux « *Pistes d'action pour répondre aux besoins actuels des PMA* » a été présidé par **M. Madické Niang**, Ministre sénégalais des Affaires Etrangères, qui a rappelé l'engagement du Sénégal au sein du Groupe Pilote (le Sénégal a été président du Groupe en 2007-2008), en insistant sur le rôle du président sénégalais M. Wade dans la mise en place du fond de solidarité numérique. Il a profité de l'événement pour annoncer la signature prochaine par le Sénégal de la déclaration sur la taxe sur les transactions financières (« nous matérialiserons très rapidement par écrit l'adhésion officielle du Sénégal à cette importante déclaration »).

M. João Gomes Cravinho, Secrétaire d'Etat portugais pour la Coopération, a ensuite appuyé l'idée d'une taxe sur les transactions financières. Il a également profité de son intervention pour rappeler qu'il était nécessaire d'adapter les mécanismes d'aide au monde globalisé dans lequel nous évoluons. Enfin, il a mis en avant la nécessité de lutter contre les flux financiers illicites, en particulier dans les PMA et la place cruciale de la bonne gouvernance dans l'utilisation des fonds (« la bonne gouvernance, et en particulier un système fiscal efficace et juste, est indispensable au développement »).

Mme Lila Hanitra Ratsifandrihamanana, Directeur du Bureau de Liaison avec les Nations Unies pour la FAO, a fait le parallèle avec la sécurité alimentaire. Elle a tout d'abord souligné l'importance de la question agricole pour les années à venir puis a mis en avant deux types de mécanismes. Le premier serait un moyen de « catalyser l'investissement privé au sein de la chaîne de valeur agricole », tandis que le second vise à « augmenter la contribution issue des taxes vers le secteur agricole ». La FAO travaille d'ailleurs actuellement sur de possibles innovations incluant les secteurs public et privé.

M. Orin Hasson, représentant la fondation Bill et Melinda Gates, a tout particulièrement insisté sur l'efficacité de l'aide et les résultats concrets. De plus, en écho à l'intervention de Mme Ratsifandrihamanana, et en tant qu'intervenant du secteur privé, il a rappelé la nécessité de s'appuyer sur ce secteur en particulier dans le domaine de la recherche et du développement.

M. Carlos Den Hartog, Coordonateur Général des Mécanismes Financiers Innovants pour l'Eradication de la Faim et de la Pauvreté au Ministère brésilien des Affaires Etrangères, a de son côté mis en avant les nombreux engagements du Brésil en faveur des financements innovants. Il a également souligné la nécessité de lutter contre la malnutrition et la pauvreté, en particulier dans les PMA. Enfin, il a conclu en encourageant le Groupe Pilote à placer l'éducation au sommet de ses priorités (« le Brésil pense que le prochain défi devrait être celui de l'éducation »).

Le side-event a été conclu par **M. Jean Ping**, Président de la Commission de l'Union Africaine, qui a insisté sur les différentes possibilités qu'offrent les financements innovants, à travers les 5 grands types de mécanismes. Il a rappelé que les financements innovants étaient plus que des ressources additionnelles (« les financements innovants ne sont pas seulement des financements nouveaux, ce sont des ressources supplémentaires en quantité mais également en qualité »), et a incité les pays à prouver leur efficacité par l'exemple.

Conclusion :

En rassemblant plusieurs personnalités fortement engagées en faveur des financements innovants, cet événement a contribué à la promotion des financements innovants du développement, en dépassant les enjeux strictement quantitatifs. Il a permis de montrer que le « changement d'échelle » que la communauté internationale appelle de ses vœux, peut s'appuyer sur des exemples concrets. Il a



souligné également l'importance de l'expertise, qu'il nous faut développer à travers des études de cas pays par pays, et des études sur des sujets plus larges comme les activités ayant bénéficié de la mondialisation.

Le side-event a été un franc succès, tant par l'affluence que par la qualité des interventions. Il apparaît comme une étape intéressante dans le plaidoyer en faveur d'une taxation des transactions financières pour le développement, à la veille de la 9eme session plénière du Groupe pilote à Bamako les 24 et 25 juin prochain.